



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>96164</b>	<b>De M. Jacques Myard ( Les Républicains - Yvelines )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Finances et comptes publics		<b>Ministère attributaire</b> > Économie
<b>Rubrique</b> > finances publiques	<b>Tête d'analyse</b> > Trésor public	<b>Analyse</b> > directeur général. démission.
Question publiée au JO le : <b>31/05/2016</b> Date de changement d'attribution : <b>18/05/2017</b> Question retirée le : <b>20/06/2017</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Jacques Myard appelle l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur le départ du directeur général du Trésor de son poste, pour pantoufler dans un fonds d'investissements *Cathay Capital*, constitué de fonds franco-chinois, et dirigé par un entrepreneur chinois Ming-Po Cai. Ce fonds a pour mission, selon la presse, d'investir dans des entreprises non cotées. Le directeur du Trésor n'est pas un fonctionnaire lambda qui ne disposerait d'aucune information sensible sur la situation économique de la France et sur les entreprises françaises, sans mentionner la conduite des négociations économiques et financières internationales de l'État. La question demeure si ce pantouflage s'est fait dans le dos du Gouvernement, ce qui serait proprement incroyable compte tenu de la qualité de l'intéressé, ou si le Gouvernement l'a approuvé. Il rappelle que la délégation parlementaire au renseignement, dans son rapport au Président de la République de 2014 avait relevé la légèreté du ministère de l'économie et des finances en matière de sécurité et des tentatives de pénétration des services étrangers. Après l'embauche du directeur du Trésor porteur de secrets d'État par un fonds d'investissements dirigé par un Chinois, on est en droit de se demander si cette administration a dépassé le degré de naïveté pour entrer dans la zone grise dangereuse de la collaboration avec des puissances étrangères ! Il lui demande des explications urgentes sur cette décision qui laisse accroire que le Gouvernement est soit naïf soit complice.